



Le Saint-Siège

**DISCOURS DU PAPE FRANÇOIS
AUX MEMBRES DU CORPS DIPLOMATIQUE ACCRÉDITÉS AUPRÈS DU SAINT-SIÈGE
POUR LA PRÉSENTATION DES VŒUX POUR LA NOUVELLE ANNÉE**

*Salle Royale
Jeudi 9 janvier 2020*

[Multimédia]

Excellences, Mesdames et Messieurs,

une nouvelle année s'ouvre devant nous et, comme les pleurs d'un enfant à peine né, elle nous invite à la joie et à assumer une attitude d'espérance. Je voudrais que ce mot – espérance –, qui pour les chrétiens est une vertu fondamentale, anime le regard avec lequel nous entrons dans la période qui nous attend.

Certes, espérer exige du réalisme. Espérer exige la prise de conscience des nombreuses questions qui touchent notre époque et des défis qui se profilent à l'horizon. Espérer exige qu'on appelle les problèmes par leur nom et qu'on ait le courage de les affronter. Espérer exige de ne pas oublier que la communauté humaine porte les signes et les blessures des guerres qui se sont succédées dans le temps, avec une capacité destructive croissante, et ne cessent de frapper spécialement les plus pauvres et les plus faibles^[1]. Malheureusement, l'année nouvelle ne semble pas être semée de signes encourageants, mais plutôt s'envenimer par des tensions et des violences.

C'est justement à la lumière de ces circonstances que nous ne pouvons pas cesser d'espérer. Espérer exige du courage. Espérer exige la prise de conscience que le mal, la souffrance et la mort ne prévaudront pas et que même les questions les plus complexes peuvent et doivent être affrontées et résolues. L'espérance « est la vertu qui nous met en chemin, qui nous donne des ailes pour aller de l'avant, même quand les obstacles semblent insurmontables »^[2].

Dans cet esprit, je vous accueille aujourd'hui, chers Ambassadeurs, afin de vous présenter mes vœux pour la nouvelle année. Je remercie de façon particulière le Doyen du Corps Diplomatique, S.E. Monsieur George Poulides, Ambassadeur de Chypre, pour les paroles cordiales qu'il m'a adressées en votre nom à tous et je vous suis reconnaissant pour votre présence, si nombreuse et significative, ainsi que pour l'engagement que vous dédiez quotidiennement à consolider les relations qui lient le Saint-Siège à Vos Pays et Organisations internationales au service de la coexistence pacifique entre les peuples.

La paix et le développement humain intégral sont, en effet, l'objectif principal du Saint-Siège dans le domaine de son engagement diplomatique. Vers eux sont orientés les efforts de la Secrétairerie d'Etat et des Dicastères de la Curie Romaine, comme aussi ceux des Représentations Pontificales que je remercie pour le dévouement avec lequel elles accomplissent la double mission qui leur est confiée de représenter le Pape, aussi bien auprès des Eglises locales qu'auprès de vos Gouvernements.

Dans cette perspective s'inscrivent également les Accords à caractère général, signés ou ratifiés au cours de l'année qui vient de s'achever, avec la République du Congo, la chère République Centrafricaine, le Burkina Faso et l'Angola, comme aussi l'Accord entre le Saint-Siège et la République Italienne pour l'application de la Convention de Lisbonne sur la reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur en Europe.

De même, les Voyages Apostoliques, en plus d'être une voie privilégiée à travers laquelle le Successeur de l'Apôtre Pierre confirme ses frères dans la foi, sont une occasion pour favoriser le dialogue au niveau politique et religieux. En 2019, j'ai eu l'occasion de visiter diverses réalités significatives. Je voudrais parcourir avec vous les étapes que j'ai accomplies, en saisissant l'opportunité pour avoir un regard plus large sur certaines questions problématiques de notre temps.

Au début de l'année dernière, à l'occasion des [36ème Journées Mondiales de la Jeunesse](#), j'ai rencontré à Panama des jeunes provenant des cinq continents, pleins de rêves et d'espérances, réunis là, pour prier et raviver le désir et l'engagement de créer un monde plus humain[3]. C'est toujours une joie et une grande chance de pouvoir rencontrer les jeunes. Ils sont l'avenir et l'espérance de nos sociétés, mais aussi le présent.

Cependant, c'est tristement reconnu, un certain nombre d'adultes, y compris certains membres du clergé, se sont rendus coupables de délits très graves contre la dignité des jeunes, des enfants et des adolescents, en en violant l'innocence et l'intimité. Il s'agit de crimes qui offensent Dieu, causent des dommages physiques, psychologiques et spirituels aux victimes et portent atteinte à la vie des communautés entières[4]. Dans le prolongement de [la rencontre avec les évêchés du monde entier que j'ai convoqués au Vatican en février dernier](#), le Saint-Siège renouvelle son engagement pour que la lumière soit faite sur les abus commis et que la protection des mineurs

soit assurée, à travers un large éventail de normes permettant de faire face à de tels cas dans le domaine du droit canonique et à travers la collaboration avec les autorités civiles, au niveau local et international.

Devant des blessures si graves, il apparaît toutefois encore plus urgent que les adultes ne renoncent pas au devoir d'éducation qui leur revient, mieux encore, qu'ils assument cet engagement avec un zèle plus grand afin de conduire les jeunes à la maturité spirituelle, humaine et sociale.

Pour cette raison, je souhaite promouvoir un évènement mondial le 14 mai prochain qui aura pour thème : *Reconstruire le pacte éducatif mondial*. Il s'agit d'une rencontre visant à « raviver l'engagement pour et avec les jeunes générations, en renouvelant la passion d'une éducation plus ouverte et plus inclusive, capable d'écoute patiente, de dialogue constructif et de compréhension mutuelle. Il est plus que jamais nécessaire d'unir nos efforts dans une vaste *alliance éducative* pour former des personnes mûres, capables de surmonter les morcellements et les oppositions, et de recoudre le tissu des relations en vue d'une humanité plus fraternelle »[5].

Tout changement, comme le changement d'époque que nous traversons, demande un cheminement éducatif, la constitution d'*un village de l'éducation*[6], créant un réseau de relations humaines et ouvertes. Ce *village* doit mettre au centre la personne, favoriser la créativité et la responsabilité pour une planification de longue durée et former des personnes disponibles à se mettre au service de la communauté.

Il faut donc un concept d'éducation qui embrasse la vaste gamme d'expériences de vie et de processus d'apprentissage et permettent aux jeunes, individuellement et collectivement, de développer leur personnalité. L'éducation ne s'arrête pas dans les salles de classe des écoles ou des Universités, mais elle est assurée principalement en respectant et en renforçant le droit primaire de la famille à éduquer, et le droit des Eglises et des groupements sociaux à soutenir et à collaborer avec les familles dans l'éducation des enfants.

Eduquer exige d'entrer dans un dialogue sincère et loyal avec les jeunes. Ce sont d'abord eux qui doivent nous rappeler l'urgence de cette solidarité intergénérationnelle, qui a malheureusement échoué ces dernières années. En fait, il y a une tendance, dans de nombreuses régions du monde, à se renfermer sur soi, à protéger ses droits et les privilèges acquis ; à concevoir le monde à l'intérieur d'un horizon limité qui traite avec indifférence les personnes âgées et surtout n'offre plus d'espace à la vie naissante. Le vieillissement général d'une partie de la population mondiale, spécialement en Occident, en est une triste et emblématique représentation.

Même si d'une part, nous ne devons pas oublier que les jeunes attendent la parole et l'exemple des adultes, en même temps nous devons avoir bien présent à l'esprit qu'ils ont beaucoup à offrir avec leur enthousiasme, leur engagement et leur soif de vérité, à travers laquelle ils nous

rappellent constamment le fait que l'espérance n'est pas une utopie et la paix un bien toujours possible.

Nous l'avons vu dans la manière dont beaucoup de jeunes s'engagent pour sensibiliser les *leaders* politiques sur la question des changements climatiques. La préservation de notre maison commune doit être une préoccupation de tous et non l'objet d'oppositions idéologiques entre les différentes visions de la réalité, et encore moins entre les générations, puisqu' « au contact de la nature – comme le rappelait Benoît XVI –, la personne retrouve sa juste dimension, elle redécouvre qu'elle est une créature, petite mais dans le même temps unique, en mesure "d'accueillir Dieu" car intérieurement ouverte à l'infini »[7]. La protection du lieu qui nous a été donné par le Créateur pour vivre ne peut donc pas être négligée, ni se réduire à une problématique élitiste. Les jeunes nous disent qu'il ne peut en être ainsi, puisqu'il existe un défi urgent, à tous les niveaux, de protéger notre maison commune et « d'unir toute la famille humaine dans la recherche d'un développement durable et intégral »[8]. Ils nous rappellent à l'urgence d'une *conversion écologique*, qui « doit être comprise de manière intégrale, comme une transformation des relations que nous entretenons avec nos sœurs et nos frères, avec les autres êtres vivants, avec la création dans sa très riche variété, avec le Créateur qui est l'origine de toute vie »[9].

Malheureusement, l'urgence de cette conversion écologique semble ne pas être acquise dans la politique internationale, dont la réponse aux problématiques posées par des questions globales comme celle des changements climatiques est encore très faible et source de forte préoccupation. La *25ème Session de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP25)*, qui s'est déroulée à Madrid en décembre dernier, représente une sérieuse sonnette d'alarme concernant la volonté de la Communauté internationale d'affronter avec sagesse et efficacité le phénomène du réchauffement global, qui demande une réponse collective capable de faire prévaloir le bien commun sur les intérêts particuliers.

Ces considérations rappellent à notre attention l'Amérique Latine, en particulier l'Assemblée Spéciale du Synode des Evêques pour la région de l'Amazonie, qui s'est déroulée au Vatican au mois d'octobre dernier. Le Synode a été un évènement essentiellement ecclésial, mû par la volonté de se mettre à l'écoute des espérances et des défis de l'Eglise en Amazonie et d'ouvrir de nouveaux chemins à l'annonce de l'Evangile au Peuple de Dieu, spécialement aux populations indigènes. Cependant, l'Assemblée synodale ne pouvait pas s'abstenir d'aborder également d'autres questions, à commencer par l'écologie intégrale, qui concernent la vie même de cette région, si vaste et importante pour le monde entier, puisque « la forêt amazonienne est un "cœur biologique" pour cette terre de plus en plus menacée »[10].

En plus de la situation dans la région amazonienne, la multiplication des crises politiques dans un nombre croissant de pays du continent américain suscite la préoccupation, avec des tensions et

des formes insolites de violences qui aggravent les conflits sociaux et génèrent de graves conséquences socio-économiques et humanitaires. Les polarisations toujours plus fortes n'aident pas à résoudre les problèmes vrais et urgents des citoyens, surtout des plus pauvres et des plus vulnérables, et encore moins la violence qui ne peut en aucun cas être adoptée pour affronter les questions politiques et sociales. Devant cette assemblée, je veux rappeler en particulier le Venezuela, afin que l'engagement à chercher des solutions ne faiblisse pas.

En général, les conflits dans la région américaine, bien qu'ayant des racines diverses, ont en commun les profondes inégalités, les injustices et la corruption endémique, ainsi que les diverses formes de pauvreté, qui sont une offense à la dignité des personnes. Il faut donc que les *leaders* politiques s'efforcent de rétablir urgemment une culture du dialogue pour le bien commun et pour renforcer les institutions démocratiques et promouvoir le respect de l'état de droit, afin de prévenir des dérives anti-démocratiques, populistes et extrémistes.

Dans mon second voyage en 2019, je me suis rendu aux Emirats Arabes Unis, première visite d'un Successeur de Pierre dans la Péninsule arabique. A Abou Dabi, j'ai signé avec le Grand Imam de Al-Azhar Ahmad al-Tayyib, le Document sur la Fraternité Humaine pour la Paix Mondiale et la coexistence commune. Il s'agit d'un texte important visant à favoriser la compréhension mutuelle entre chrétiens et musulmans et la coexistence dans des sociétés toujours plus multi-ethniques et multi-culturelles, parce que, condamner fermement l'utilisation du « nom de Dieu pour justifier des actes d'homicide, d'exil, de terrorisme et d'oppression »^[11], rappelle l'importance du *concept de citoyenneté*, qui « se base sur l'égalité des droits et des devoirs à l'ombre de laquelle tous jouissent de la justice »^[12]. Cela exige le respect de la liberté religieuse et l'engagement à renoncer à l'usage discriminatoire du terme "minorités", qui porte avec lui les germes du sentiment d'isolement et d'infériorité et prépare le terrain aux hostilités et à la discorde, discriminant les citoyens à partir de l'appartenance religieuse^[13]. A cet effet, il est particulièrement important de former les générations futures au dialogue interreligieux, comme voie royale pour la connaissance, la compréhension et le soutien réciproque entre les membres des diverses religions.

Paix et espérance ont été aussi au centre de ma visite au Maroc où, avec sa Majesté le Roi Mohamad VI, j'ai signé un appel conjoint sur Jérusalem, « reconnaissant l'unicité et la sacralité de Jérusalem / Al Qods Acharif et ayant à cœur sa signification spirituelle et sa vocation particulière de Ville de la Paix »^[14]. De Jérusalem, Ville chère aux fidèles des trois religions monothéistes, appelée à être un lieu symbole de rencontre et de coexistence pacifique, où se cultive le respect réciproque et le dialogue^[15], ma pensée ne peut que s'étendre à toute la Terre Sainte, pour rappeler l'urgence à ce que toute la communauté internationale, avec courage et sincérité et dans le respect du droit international, reconferme son plein soutien au processus de paix israélo-palestinien.

Un engagement plus assidu et efficace de la part de la Communauté internationale est plus que

jamais urgent aussi dans d'autres régions méditerranéennes et du Moyen Orient. Je me réfère surtout à la chape de silence qui risque de recouvrir la guerre qui a dévasté la Syrie au cours de cette décennie. Il est particulièrement urgent de trouver des solutions adéquates et clairvoyantes qui permettent au cher peuple syrien, épuisé par la guerre, de retrouver la paix et d'entamer la construction du pays. Le Saint-Siège accueille favorablement toute initiative visant à poser les bases en vue de la résolution du conflit et exprime, une fois encore sa gratitude à la Jordanie et au Liban pour avoir accueilli et pris en charge, avec de nombreux sacrifices, des milliers de réfugiés syriens. Malheureusement, en plus des fatigues causées par l'accueil, d'autres facteurs d'incertitude économique et politique, au Liban et dans d'autres Etats, sont en train de provoquer des tensions au sein de la population, mettant ultérieurement à risque, la fragile stabilité du Moyen Orient.

Les signes qui parviennent de toute la région sont particulièrement préoccupants, suite à l'élévation de la tension entre l'Iran et les Etats Unis, et qui risquent surtout de mettre à dure épreuve le lent processus de reconstruction de l'Iraq, et aussi de créer les bases d'un conflit à plus grande échelle que nous voudrions tous pouvoir empêcher. Je renouvelle donc mon appel pour que les parties intéressées évitent un durcissement de la confrontation et maintiennent « allumée la flamme du dialogue et de l'autocontrôle »^[16] dans le plein respect du droit international.

Ma pensée va aussi au Yémen, qui vit une des plus graves crises humanitaires de l'histoire récente, dans un climat d'indifférence générale de la part de la Communauté internationale, et à la Lybie qui, depuis plusieurs années, vit une situation conflictuelle aggravée par des attaques de groupes extrémistes et par une augmentation des violences ces derniers jours. Un tel contexte est un terrain fertile pour cette plaie de l'exploitation et du trafic d'êtres humains, alimenté par des personnes sans scrupules qui exploitent la pauvreté et la souffrance de ceux qui fuient les situations de conflits ou de pauvreté extrême. Parmi eux, nombreux sont la proie de vraies mafias qui les détiennent dans des conditions inhumaines et dégradantes et en font des objets de tortures, de violences sexuelles, d'extorsions.

En général, il convient de relever que dans le monde, il existe plusieurs milliers de personnes – avec de légitimes demandes d'asile, de besoins humanitaires et de protection vérifiables -, qui ne sont pas adéquatement identifiées. Un grand nombre d'entre eux risquent leur vie dans des voyages périlleux par voie de terre et surtout par voie de mer. Avec douleur, on continue de constater combien la Mer Méditerranée reste un grand cimetière^[17]. Il est donc plus urgent, que tous les Etats prennent sur eux la responsabilité de trouver des solutions durables.

Pour sa part, le Saint-Siège regarde avec une grande espérance les efforts accomplis par de nombreux pays pour partager le poids de la réinsertion et fournir aux personnes déplacées, en particulier en raison des urgences humanitaires, un endroit sûr pour vivre, une éducation, ainsi que la possibilité de travailler et de se retrouver avec leurs familles.

Chers Ambassadeurs,

Durant les voyages de l'année dernière, j'ai eu l'occasion de toucher aussi trois pays de l'Europe orientale, en rejoignant d'abord la Bulgarie et la Macédoine du Nord et, dans un second temps, la Roumanie. Il s'agit de trois pays différents, réunis cependant pour avoir été, durant des siècles, des ponts entre l'Orient et l'Occident, et un carrefour de cultures, d'ethnies et de civilisations diverses. En les visitant, j'ai pu expérimenter, une fois encore, combien le dialogue et la culture de la rencontre sont importants pour construire des sociétés pacifiques, dans lesquelles chacun puisse exprimer librement sa propre appartenance ethnique et religieuse.

En restant dans le contexte européen, je voudrais rappeler l'importance de soutenir le dialogue et le respect du droit international pour résoudre les « conflits gelés » qui persistent sur le continent - pour certains, depuis des décennies - et qui exigent une solution, à commencer par les situations relatives aux Balkans occidentaux et au Caucase méridional, en particulier la Géorgie. Devant cette assemblée je voudrais, de plus, exprimer l'encouragement du Saint-Siège aux pourparlers sur la réunification de Chypre, qui renforcerait la coopération régionale en favorisant la stabilité de toute la région méditerranéenne, ainsi que sa reconnaissance pour les tentatives visant à résoudre le conflit dans la partie orientale de l'Ukraine et mettre fin à la souffrance de la population.

Le dialogue – et non les armes – est l'instrument essentiel pour résoudre les querelles. A ce propos, je désire, devant cette assemblée, mentionner la contribution offerte, par exemple, en Ukraine par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), spécialement en cette année du 45^e anniversaire de l'Acte final de Helsinki, qui a clôturé la Conférence sur la Sécurité et sur la Coopération en Europe (CSCE), initiée en 1973 pour favoriser l'apaisement et la collaboration entre les pays d'Europe occidentale et d'Europe de l'Est, quand le continent était encore divisé par le rideau de fer. C'était une étape importante d'un processus initié sur les décombres de la Seconde Guerre Mondiale et qui a vu dans le consensus et le dialogue un instrument essentiel pour résoudre les querelles.

Depuis 1949, en Europe occidentale, avec la création du Conseil de l'Europe et l'adoption de la *Convention européenne des droits de l'homme* qui a suivi, ont été jetées les bases du processus d'intégration européenne, qui trouvèrent dans la Déclaration du 9 mai 1950 du Ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Robert Schuman, un pilier fondamental. Schuman affirme que « la paix ne pourra être préservée que par des efforts créatifs, proportionnels aux dangers qui la menacent ». Chez les Pères fondateurs de l'Europe moderne, il y avait la conscience que le continent ne pouvait se remettre du déchirement de la guerre et des nouvelles divisions qui apparaissaient uniquement à travers un processus progressif d'échange d'idéaux et de ressources.

Depuis les premières années, le Saint-Siège a regardé avec intérêt le projet européen, en

célébrant le 50^e anniversaire de la présence du Saint-Siège comme Observateur auprès du Conseil de l'Europe, de même que l'établissement des relations diplomatiques avec les Communautés européennes de l'époque. Il s'agit d'un intérêt qui entend souligner une idée de construction inclusive, animée d'un esprit participatif et solidaire, capable de faire de l'Europe un exemple d'accueil et d'équité sociale, sous le signe de ces valeurs communes qui en sont la base. Le projet européen continue d'être une garantie fondamentale de développement pour celui qui en fait partie depuis longtemps et une opportunité de paix, après de turbulents conflits et déchirures, pour ces pays qui souhaitent y participer.

Que l'Europe ne perde donc pas le sens de la solidarité qui, des siècles durant, l'a caractérisée, même dans les moments plus difficiles de son histoire. Qu'elle ne perde pas cet esprit qui s'enracine, entre autre, dans la *pietas* romaine et dans la *caritas* chrétienne, qui décrivent bien l'âme des peuples européens. L'incendie de la Cathédrale Notre Dame à Paris a montré combien il est fragile et facile de détruire même ce qui semble solide. Les dégâts subis par un édifice, cher non seulement aux catholiques mais significatif pour toute la France et l'humanité tout entière, ont réveillé le thème des valeurs historiques et culturelles de l'Europe et des racines sur lesquelles elle se fonde. Dans un contexte dans lequel les valeurs de référence manquent, il devient plus facile de trouver des éléments de division que de cohésion.

Le trentième anniversaire de la chute du Mur de Berlin nous a mis devant les yeux un des symboles les plus déchirants de la récente histoire du continent, nous rappelant combien il est facile d'ériger des barrières. Le Mur de Berlin demeure emblématique d'une culture de la division qui éloigne les personnes les unes des autres et ouvre la voie à l'extrémisme et à la violence. Nous le remarquons toujours plus dans le langage de haine largement diffusé sur internet et à travers les moyens de communication sociale. Face aux barrières de la haine, nous préférons les ponts de la réconciliation et de la solidarité, face à ce qui éloigne, nous préférons ce qui rapproche, conscients que « aucune paix ne [peut] se consolider (...) si, en même temps, les haines et les rancœurs ne se calment pas au moyen d'une réconciliation fondée sur la charité réciproque » [18], comme écrivait il y a cent ans mon prédécesseur [Benoît XV](#).

Chers Ambassadeurs,

J'ai pu voir des signes de paix et de réconciliation au cours de mon voyage en Afrique où la joie de ceux qui, ensemble, se sentent être un peuple et font face aux difficultés quotidiennes dans un esprit de partage est manifeste. J'ai fait l'expérience du caractère concret de l'espérance à travers de nombreux gestes encourageants, en commençant par les derniers progrès accomplis au Mozambique, avec la signature de l'Accord pour la cessation définitive des hostilités le 1er août dernier.

A Madagascar j'ai pu constater qu'il est possible de construire la sécurité là où il y avait la précarité, de voir l'espérance là où il n'y avait que fatalité, de percevoir de la vie là où beaucoup

annonçaient la mort et la destruction[19]. A cet effet, la famille et le sens de la communauté qui permettent d'établir la confiance indispensable à la base de tout rapport humain, sont essentiels. A l'île Maurice j'ai remarqué combien « les différentes religions, avec leurs identités propres, travaillent main dans la main pour contribuer à la paix sociale et rappeler la valeur transcendante de la vie contre toutes sortes de réductionnisme »[20]. J'ai confiance que l'enthousiasme que j'ai pu toucher du doigt au cours du voyage continue à se concrétiser par des gestes d'accueil et des projets capables de promouvoir la justice sociale, en évitant les dynamiques de repli sur soi.

Elargissant le regard à d'autres parties du continent, il est douloureux, en revanche, de constater que continuent, en particulier au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigeria, des actes de violence contre des personnes innocentes, parmi lesquelles beaucoup de chrétiens persécutés et tués en raison de leur fidélité à l'Evangile. J'exhorte la Communauté internationale à soutenir les efforts que ces pays accomplissent dans la lutte pour vaincre la plaie du terrorisme qui ensanglante toujours plus des parties entières de l'Afrique, comme d'autres régions du monde. A la lumière de ces événements, il est nécessaire que des stratégies soient mises en œuvre avec des interventions non seulement dans le domaine de la sécurité, mais aussi dans la réduction de la pauvreté, du développement et de l'assistance humanitaire, de la promotion du bon gouvernement et des droits civils, de l'amélioration du système de santé. Ce sont les piliers d'un vrai développement social.

De la même manière, il faut encourager les initiatives qui promeuvent la fraternité entre toutes les expressions culturelles, ethniques et religieuses du territoire, spécialement dans la Corne de l'Afrique, au Cameroun, mais aussi en République Démocratique du Congo où, surtout dans les régions orientales du pays, des violences persistent. Les conflits et les urgences humanitaires, aggravées par les bouleversements climatiques, augmentent le nombre des personnes déplacées et se répercutent sur les personnes qui vivent déjà dans un état de grande pauvreté. Un grand nombre de pays touchés par ces situations manquent des structures adéquates permettant de subvenir aux besoins de tous ceux qui ont été déplacés.

A cet égard, je voudrais ici souligner qu'il n'existe malheureusement pas encore de réponse internationale cohérente pour faire face au phénomène du déplacement interne, en grande partie parce que celui-ci n'a pas une définition internationale établie, puisqu'il se produit à l'intérieur des frontières nationales. Le résultat est que les personnes déplacées à l'intérieur ne reçoivent pas toujours la protection qu'elles méritent mais dépendent de la capacité à répondre et des politiques de l'Etat dans lequel elles se trouvent.

Récemment le travail de l'*United Nations High-Level Panel on Internal Displacement* a été initié, j'espère qu'il pourra favoriser l'attention et le soutien mondial pour les personnes déplacées, en faisant des recommandations concrètes.

Dans cette perspective, je regarde aussi le Soudan, avec le souhait que ses citoyens puissent

vivre dans la paix et dans la prospérité et collaborer à la croissance démocratique et économique du pays ; la République Centrafricaine où, en février dernier a été signé un Accord global pour mettre fin à plus de cinq années de guerre civile ; le Sud Soudan que j'espère pouvoir visiter dans le cours de cette année et auquel j'ai dédié [une journée de retraite en avril dernier](#) avec la présence de responsables du pays et la précieuse contribution de l'Archevêque de Canterbury, Sa Grace Justin Welby, et de l'ex-Modérateur de l'Eglise presbytérienne d'Ecosse, le Révérend John Chalmers. J'ai confiance qu'avec l'aide de la Communauté internationale, ceux qui ont des responsabilités politiques poursuivent le dialogue pour mettre en œuvre les accords établis.

Le dernier voyage de l'année qui vient de s'achever a été [en Asie orientale](#). En Thaïlande, j'ai pu constater l'harmonie apportée par les nombreux groupes ethniques qui constituent le pays, avec leurs diversité philosophique, culturelle et religieuse. Il s'agit d'un rappel important dans le contexte actuel de globalisation qui tend à aplatir les différences et les considérer d'abord en termes économique-financiers, avec le risque d'effacer les caractéristiques essentielles qui distinguent les différents peuples.

Enfin, au Japon j'ai touché du doigt la souffrance et l'horreur que nous sommes capables de nous infliger en tant qu'êtres humains[21]. En écoutant les témoignages de quelques Hibakusha, les survivants aux bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, il m'est apparu évident que l'on ne peut pas construire une véritable paix sur la menace d'un possible anéantissement total de l'humanité provoqué par les armes nucléaires. Les Hibakusha « maintiennent vivante la flamme de la conscience collective, témoignant aux générations successives l'horreur de ce qui est arrivé en août 1945 et les souffrances indicibles qui ont suivi jusqu'à aujourd'hui. Leur témoignage réveille et conserve de cette façon la mémoire des victimes afin que la conscience humaine devienne toujours plus forte face à toute volonté de domination et de destruction»[22], en particulier celle provoquée par les engins à si haut potentiel de destruction, comme les armes nucléaires. Celles-ci, non seulement favorisent un climat de peur, de méfiance et d'hostilité, mais aussi détruisent l'espérance. Leur utilisation est immorale, « un crime, non seulement contre l'homme et sa dignité, mais aussi contre toute possibilité d'avenir dans notre maison commune »[23].

Un monde « sans armes nucléaires est possible et nécessaire»[24], et il est temps que tous ceux qui ont des responsabilités politiques en deviennent pleinement conscients, puisque ce n'est pas la possession dissuasive de puissants moyens de destruction massive qui rend le monde plus sûr, mais plutôt le patient travail de toutes les personnes de bonne volonté qui se dévouent concrètement, chacune dans son domaine, pour édifier un monde de paix, de solidarité et de respect réciproque.

2020 offre une opportunité importante dans cette direction, puisque du 27 avril au 22 mai se tiendra à New York la Xème *Conférence d'Examen du Traité de non-prolifération des armes nucléaires*. Je souhaite vivement qu'à cette occasion la Communauté internationale réussisse à

trouver un consensus final et proactif sur les manières d'actualiser cet instrument juridique international, qui se révèle être encore plus important en un moment comme celui-ci.

Terminant la liste des lieux où je suis allé au cours de l'année qui vient de s'achever, je voudrais avoir une pensée particulière pour un pays que je n'ai pas visité, l'Australie, durement touché ces derniers mois par de longs incendies dont les effets ont atteint aussi d'autres régions de l'Océanie. Je veux assurer le peuple australien, en particulier les victimes et tous ceux qui vivent dans les régions touchées par les feux, de ma proximité et de ma prière.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cette année, la Communauté internationale rappelle le 75^{ème} anniversaire de la fondation des Nations Unies. Suite aux tragédies expérimentées lors des deux guerres mondiales, avec la *Charte des Nations Unies*, signée le 26 juin 1945, quarante-six pays ont donné vie à une nouvelle forme de collaboration multilatérale. Les quatre finalités de l'Organisation, définies à l'article 1 de la Charte, restent valides encore aujourd'hui et nous pouvons dire que l'engagement des Nations Unies, durant ces 75 ans a été, en grande partie, un succès, spécialement pour éviter une autre guerre mondiale. Les principes fondateurs de l'Organisation – le désir de la paix, la recherche de la justice, le respect de la dignité de la personne, la coopération humanitaire et l'assistance – expriment les justes aspirations de l'esprit humain et constituent les idéaux qui devraient sous-tendre les relations internationales.

En cet anniversaire, nous voulons réaffirmer tout ce que la famille humaine doit faire pour le bien commun, le critère d'orientation de l'action morale et la perspective qui doit engager chaque pays à collaborer pour garantir l'existence et la sécurité dans la paix de tout autre Etat, dans un esprit d'égale dignité et d'effective solidarité, dans le domaine d'un système juridique fondé sur la justice et sur la recherche de compromis équitables^[25].

Une telle action sera d'autant plus efficace que l'on cherchera à surmonter cette approche transversale, utilisée dans le langage et dans les actes des organes internationaux, qui vise à associer les droits fondamentaux à des situations contingentes, en oubliant qu'ils sont intrinsèquement fondés dans la nature même de l'être humain. Quand un clair ancrage objectif manque au vocabulaire des Organisations internationales, on risque de favoriser l'éloignement, et non le rapprochement, des membres de la Communauté internationale, avec la crise conséquente du système multilatéral, qui est malheureusement visible par tous. Dans ce contexte, il apparaît urgent de reprendre le chemin vers une réforme générale du système multilatéral, à partir du système onusien, qui le rende plus efficace, en prenant dûment en considération le contexte géopolitique actuel.

Chers Ambassadeurs,

arrivant à la conclusion de ces réflexions, je désire encore mentionner deux anniversaires qui auront lieu cette année, apparemment étrangers à notre rencontre d'aujourd'hui. Le premier est le 500^e anniversaire de la mort de Raphaël, le grand artiste d'Urbino, décédé à Rome le 6 avril 1520. Nous devons à Raphaël un considérable patrimoine d'une inestimable beauté. De même que le génie de l'artiste sait composer harmonieusement des matières brutes et des sons différents en les rendant partie d'une unique œuvre d'art, de même la diplomatie est appelée à harmoniser les particularités des divers peuples et Etats pour édifier un monde de justice et de paix, qui est le beau tableau que nous voudrions pouvoir admirer.

Raphaël a été un fils important d'une époque, celle de la Renaissance, qui a enrichi l'humanité entière. Une époque, non exempte de difficultés, mais animée de confiance et d'espérance. A travers cet artiste éminent, je désire faire parvenir mes vœux cordiaux au Peuple italien, à qui je souhaite de redécouvrir cet esprit d'ouverture au futur qui a caractérisé la Renaissance et qui a rendu cette péninsule si belle et si riche en art, en histoire et en culture.

Un des sujets préférés de la peinture de Raphaël était Marie. Il lui a dédié plusieurs toiles qui peuvent aujourd'hui être admirées dans divers musées du monde. L'Eglise catholique célèbre cette année le soixante-dixième anniversaire de la proclamation de l'Assomption de la Vierge Marie au Ciel. Avec le regard sur Marie, je désire adresser une pensée particulière à toutes les femmes, vingt-cinq ans après la 4^{ème} Conférence mondiale des Nations Unies sur la femme, qui s'est déroulée à Pékin en 1995, en souhaitant que, dans le monde entier, le rôle précieux des femmes dans la société soit toujours plus reconnu et que cesse toute forme d'injustice, d'inégalités et de violence à leur égard. « Toute violence faite à la femme est une profanation de Dieu »^[26]. Exercer une violence contre une femme ou l'exploiter n'est pas un simple délit, c'est un crime qui détruit l'harmonie que Dieu a voulu donner au monde : l'harmonie la poésie et la beauté^[27].

L'Assomption de Marie nous invite aussi à regarder au-delà, l'accomplissement de notre cheminement terrestre, au jour où la justice et la paix seront pleinement rétablies. Nous nous sentons ainsi encouragés, à travers la diplomatie, qui est notre tentative humaine, imparfaite mais aussi toujours précieuse, à travailler avec zèle pour anticiper les fruits de ce désir de paix, en sachant que le but est possible. Avec cet engagement, je renouvelle à chacun de vous, chers Ambassadeurs et distingués Invités ici réunis, et à chacun de vos Pays mon vœu cordial pour une nouvelle année pleine d'espérance et de bénédictions.

Merci !

[1] Cf. *Message pour la 53^{ème} Journée Mondiale de la Paix, 8 décembre 2019*, n. 1.

[2] *Ibid.*

- [3] Cf. Rencontre avec les Autorités, avec le Corps Diplomatique et avec les représentants de la société, Panama, 24 janvier 2019.
- [4] Cf. Motu proprio Vos estis lux mundi, 7 mai 2019.
- [5] Message à l'occasion du lancement du Pacte Éducatif, 12 septembre 2019.
- [6] Cf. Ibid.
- [7] Angelus, Les Combes, 17 juillet 2005.
- [8] Cf. Lett. Enc. Laudato si', 24 mai 2015, n. 13.
- [9] Message pour la 53ème Journée Mondiale de la Paix, 8 décembre 2019, n. 4.
- [10] Document final de l'Assemblée Spéciale du Synode des Évêques pour l'Amazonie : "nouveaux chemins pour l'Eglise et pour une écologie intégrale", n. 2.
- [11] Document sur la Fraternité Humaine pour la Paix mondiale et la coexistence commune, Abou Dabi, 4 février 2019.
- [12] Ibid.
- [13] Cf. Ibid.
- [14] Appel de sa Majesté le Roi Mohammed VI et de Sa Sainteté le Pape François sur Jérusalem /Al Qods Ville sainte et lieu de rencontre, Rabat, 30 mars 2019.
- [15] Cf. Ibid.
- [16] Angelus, 5 janvier 2020.
- [17] Cf. Discours au Parlement Européen, Strasbourg, 25 novembre 2014.
- [18] Benoît XV, Lett. Enc. Pacem, Dei munus pulcherrimum, 23 mai 1920.
- [19] Cf. Salut à la Cité de l'Amitié – Akamasoa, Antananarivo, 8 septembre 2019.
- [20] Discours aux Autorités, aux représentants de la société civile et au Corps diplomatique, Port Louis, 9 septembre 2019.
- [21] Cf. Discours sur les armes nucléaires, Nagasaki, 24 novembre 2019.

[22] Message pour la 53ème Journée Mondiale de la Paix, 8 décembre 2019, n. 2.

[23] Discours lors de la Rencontre pour la paix, Hiroshima, 24 novembre 2019.

[24] Discours sur les armes nucléaires, Nagasaki, 24 novembre 2019.

[25] Cf. Jean XXIII, Lett. Enc. Pacem in terris, 11 avril 1963, n. 54.

[26] Homélie de la Solennité de Marie Mère de Dieu, 53ème Journée Mondiale de la Paix, 1er janvier 2020.

[27] Cf. La femme est l'harmonie du monde. Méditation dans la Chapelle de la Domus Sanctae Mathae, 9 février 2017.